

La Voix des Travailleurs

Bulletin du groupe communiste trotskiste **La Lutte**

9 novembre 2017

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » Karl Marx

Stib

Impasse nationaliste en Catalogne

Le conflit qui se noue en Catalogne depuis des années entre l'appareil d'État central et le camp nationaliste catalan s'est transformé ces dernières semaines en confrontation ouverte. Les autorités catalanes, dirigées par le nationaliste Carles Puigdemont, ont organisé, le 1er octobre dernier, un référendum d'indépendance, déclaré illégal par le gouvernement de droite de Mariano Rajoy, le leader du Parti populaire. Rajoy n'a rien cédé aux revendications des autorités catalanes. Il a voulu faire la démonstration qu'il resterait inflexible, bloquant des bureaux de vote, usant de la justice, de la police et de ses matraques. Le scrutin a quand même eu lieu. La participation a été de 43 % ; et 90 % des votants ont voté pour l'indépendance. Le camp nationaliste catalan, regroupé derrière le politicien de droite Carles Puigdemont, a tenté de s'appuyer sur la mobilisation de ses troupes pour imposer les intérêts de ceux qu'ils représentent, essentiellement la petite et moyenne bourgeoisie catalane. Pour l'instant, Puigdemont a été contraint de reculer face à Madrid, reportant de fait l'échéance de l'indépendance. Depuis, le gouvernement a inculpé de rébellion les dirigeants catalans et les arrête. Puigdemont et d'autres leaders nationalistes ont fui et se sont réfugiés en Belgique, au « cœur de l'Europe » dont ils espèrent l'aide.

Ils ont seulement été accueillis chaleureusement par les nationalistes flamands de la NVA. Une telle bienveillance de leur part en dit long sur le caractère réactionnaire des ambitions autonomistes catalanes.

Quelles conséquences ces événements auront-ils pour la classe ouvrière ? Avec Rajoy, cela fait des années que la condition des travailleurs espagnols recule. Dans le contexte de la crise catalane, Rajoy et ses comparses se sont érigés en défenseurs de la légalité constitutionnelle, de la démocratie parlementaire et de l'unité de l'Espagne, qui protégeraient les citoyens. Rien n'est plus faux. La Constitution est au service des banquiers et des capitalistes. Ils l'ont changée quand cela leur a été utile pour payer la dette aux banquiers après la crise de 2008. Et quand les travailleurs réagissent contre les attaques, Rajoy et les siens recourent à la répression policière et se moquent de ce que permettent ou non la Constitution et la législation.

Pour ce qui est des nationalistes catalans, ils n'ont et ne feront jamais rien gagner aux classes populaires. Les nationalismes sont des courants politiques au service des intérêts des classes bourgeoises qui ont besoin d'un État pour conduire leurs affaires et exploiter les travailleurs. Rajoy aussi bien que Puigdemont et les nationalismes qu'ils représentent s'affrontent, mais ils s'alimentent. Ils cachent leur corruption et dévient les problèmes sociaux vers des affrontements entre les classes populaires elles-mêmes et au sein du monde du travail.

Le conflit actuel en Catalogne est dirigé par la droite « catalaniste » pour détourner vers l'objectif de l'indépendance la profonde indignation que la crise capitaliste a provoquée dans les classes populaires. Précédemment, cette droite autonomiste a marché la main dans la main avec les dirigeants de l'Etat pour attaquer les classes populaires et diminuer les budgets sociaux. Devenus ennemis aujourd'hui, ils sont parvenus à diviser le monde ouvrier et à faire s'affronter les travailleurs d'une même classe ouvrière au nom des droits de la Catalogne ou de l'Espagne.

En Belgique, les autonomistes flamands tirent aussi le voile sur le rôle de la bourgeoisie dans le recul de la condition des travailleurs néerlandophones en désignant les francophones comme responsables. Ils divisent le monde du travail et l'affaiblissent en rompant son unité dans ses luttes contre le patronat.

De plus, on voit bien la façade que le nationalisme offre aux politiciens de la NVA qui font aujourd'hui la guerre aux classes populaires en lui imposant des reculs sur la santé, les pensions, etc.

Nous ne devons pas accepter la politique de ces gouvernements, qu'ils soient « catalaniste », « espagnoliste », flamingant ou autres. Aucun des régimes au service des capitalistes ne pourra améliorer nos conditions de vie. Seule notre lutte peut le faire.

Dans le monde entier, la société est divisée en deux vastes camps ennemis : la bourgeoisie et la classe ouvrière. Les combats que les travailleurs mènent contre la classe capitaliste n'ont pas de frontières.

C'est pour cela que nous levons toujours le drapeau rouge des travailleurs portant leur devise : « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* »

Après l'avoir lu, fais circuler ce bulletin

Le patron traîne les pieds !

La liste des 27 avaries bloquantes pour lesquelles les véhicules ne peuvent pas sortir du dépôt, ou doivent y retourner immédiatement, a été approuvée depuis longtemps en groupe de travail par les représentants des travailleurs et par ceux de la direction. Mais la direction tarde à la mettre en application. Sa politique est d'économiser sur le personnel et sur le matériel, donc de faire rouler des véhicules qui ne sont pas en ordre. Il va falloir se fâcher pour les forcer à respecter la sécurité !

De la domination masculine

Plus les jours passent, plus de femmes osent témoigner, plus l'ampleur du phénomène apparaît dans toute sa monstruosité. Depuis plus de 30 ans, le producteur de cinéma Harvey Weinstein pratiquait le harcèlement sexuel, les intimidations, les agressions et les viols envers les jeunes femmes qu'il côtoyait. Au vu et au su de tous. C'est tout un système dominé par quelques hommes riches et influents qui se dévoile à nos yeux, et son pendant de soumission et d'humiliation. Et ce système n'existe pas que dans le monde du cinéma : dans tous les milieux, dans toutes les entreprises, des femmes dénoncent des pratiques similaires. Aujourd'hui, les langues se délient un peu. Mais le combat pour faire cesser ces comportements intolérables se confond avec la lutte à mener contre cette société bâtie sur l'exploitation et l'oppression.

Des salaires au rabais

Le gouvernement Michel vient de remettre sur la table une proposition permettant de payer les jeunes, jusqu'à 21 ans, en-dessous du salaire minimum. Cela est supposé « favoriser l'emploi des jeunes », mais aucune obligation de créer de nouveaux emplois n'accompagne cette nouvelle réduction de charge pour les patrons. Mettre les travailleurs en concurrence les uns contre les autres, voilà bien une technique éculée du patronat. Mais nous savons tous que quand les salaires diminuent pour une catégorie de travailleurs, c'est l'ensemble des salaires qui est tiré vers le bas. Alors, jeunes et vieux, unissons-nous pour nous opposer à ces mesures qui nous poussent chaque jour un peu plus vers la pauvreté !

Economies sur les accidents

Le SNCB s'attaque encore une fois aux acquis des travailleurs. Pour réduire ses charges sociales, elle a trouvé une combine pour reconnaître moins d'accidents de travail. Elle veut obliger les travailleurs à fournir la preuve que l'accident est dû au milieu de travail et non à une défaillance de l'organisme. Par

exemple, si on est fatigué et qu'on a un accident pour cette raison, la SNCB ne veut plus reconnaître qu'il est lié au travail. Il ne faut pas se laisser faire ! Ce sont les patrons qui nous exploitent, ce sont eux qui épuisent notre organisme et s'enrichissent grâce à notre travail. C'est à eux de payer pour les accidents survenant au travail, quelle que soient les raisons qui les ont provoqués !

Ça plane pour les actionnaires

Les aéroports de Liège et de Charleroi ont distribué l'année dernière un million d'euros à leurs actionnaires. Des sociétés privées se font ainsi de juteux bénéfices, alors que c'est avec de l'argent public, celui de la région Wallonne notamment, que sont financés ces aéroports. Rien que l'année passée, les sociétés responsables de leur gestion ont reçu 62 millions d'euros de subventions publiques.

Des profits cancérigènes

Les représentants des Etats membres de l'Union Européenne ont reporté le vote sur la prolongation de l'autorisation du glyphosate, un herbicide commercialisé par la firme Monsanto sous le nom de Roundup. Cet herbicide est utilisé massivement dans l'agriculture mais aussi dans les forêts et les jardins. On a démontré qu'il se retrouvait en quantité non négligeable dans le corps humain. En 2015, l'OMS l'a classé parmi les substances probablement cancérigènes pour l'homme. D'autres études disent que l'on n'a pas suffisamment de preuves de sa dangerosité, mais on s'est aperçu qu'une grande partie de ces études avait été produite... par les industriels eux-mêmes ! Il est scandaleux que, dans cette affaire de santé publique comme tant d'autres, les intérêts financiers des grands groupes industriels soient mis en balance avec notre santé.

Réunion publique de **La Lutte** :

Il y a 100 ans, la révolution russe

Le vendredi 10 novembre 2017 à 18h30

Centre Nekkersdal
Boulevard Emile Bockstael 107
1020 Bruxelles